

La Commune
LIBERTAIRE



La feuille d'information du groupe libertaire Louise-Michel

N° 30

mars 2011

Réunion publique
Globalisation
contre
service public
entrée libre

Vendredi 11 mars à 19 heures
au local La Rue
10, rue Robert-Planquette, Paris XVIII^e
métro Blanche ou Abbesses

Retraites

resituer le problème dans son contexte général

LA GLOBALISATION, ce n'est pas que l'économie devient mondiale, c'est que tout devient marchandise. La santé, l'éducation, l'eau, tout.

C'est comme si on avait un énorme sac, qu'on mettait la planète dans ce sac et qu'on disait que tout ce qui se trouve dedans est susceptible d'être acheté ou vendu afin de faire des profits. Rien de ce qui se trouve sur Terre ne doit échapper au marché. C'est ça, la globalisation.

Les services publics constituent un domaine qui échappait au marché. Avec une obstination sans faille de la part des grandes entreprises capitalistes, avec une complaisance sans faille de la part de la gauche politique et syndicale, le marché tente de s'appropriier ce que des générations de citoyens et d'usagers ont construit.

Qu'est-ce qu'un service public? C'est une entité économique destinée à satisfaire un besoin collectif – santé, transports, instruction, énergie, etc. – bâtie au fil des générations avec l'argent des contribuables – c'est-à-dire des usagers. Le fondement de la constitution des services publics est précisément qu'il répond à un besoin qui échappe au marché. Les services publics sont, par définition, la propriété du public. C'est le bien commun.

Le problème, c'est qu'ils représentent potentiellement des sources colossales de bénéfices qui échappent au marché – ce qui est inacceptable pour les capitalistes. Nous assistons par conséquent depuis vingt ou trente ans à une attaque en règle contre les services publics pour légitimer leur privatisation.

Or le meilleur moyen pour justifier auprès des usagers la privatisation des services publics, c'est tout simplement de les saboter. Ce n'est pas une formule, cela a été très explicitement formulé dans un document de l'OCDE: dégradez la qualité des services rendus et les usagers finiront par se tourner vers le privé. C'est d'un cynisme inouï. Cette stratégie a d'abord été préconisée dans le domaine de l'éducation, mais il est évident qu'elle est applicable à tous les secteurs. Qu'on en juge:

« Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de service, quitte à ce que la qualité baisse. On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles et aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement. Cela se fait au coup par coup, dans une école et non dans un établissement voisin, de telle sorte qu'on évite un mécontentement général de la population » (« La fai-

partis de gauche et des bureaucraties des confédérations syndicales. L'accès aux documents de négociation est impossible. En d'autres termes, des gens négocient l'avenir de la population sans l'en informer, sans en expliquer les enjeux, sans rien dire des conséquences. Une minorité de personnes négocient, sans avoir jamais consulté ladite population, la privatisation d'un ensemble d'infrastructures qui lui appartiennent. L'État s'arroge le droit de vendre à des actionnaires privés des biens qui appartiennent à la population tout entière. Des infrastructures que les générations successives ont contribué à bâtir avec

leur argent sont vendues au secteur privé. Cela s'appelle tout simplement du vol. C'est un immense acte de brigandage contre le bien commun.

L'attaque contre le système des retraites n'a été qu'un des éléments qui entrent dans le cadre de cet acte de piraterie généralisée. C'est une action concertée à l'échelle mondiale, au bénéfice de quelques grands groupes, dont le gouvernement Sarkozy n'est au fond qu'un exécutant. Après les retraites, ce sera la Sécurité sociale, et après tout le reste.

En 2009 EDF a fait 9 milliards d'euros de bénéfices, dont 8 ont été versés aux actionnaires privés qui ont volé notre bien commun. Pas un centime n'est revenu à titre d'investissements! En revanche, on augmente les tarifs. Les entreprises privées qui se mettent sur le marché ont réussi à obtenir l'augmentation des tarifs parce qu'elles ne parvenaient pas à être concurrentielles par rapport aux tarifs proposés par le service public!!! Ce sont des entreprises qui n'ont jamais versé un centime au titre des énormes investissements d'infrastructure, mais qui bénéficieront de ces infrastructures que l'argent des contribuables a permis de bâtir. L'utilisateur est doublement spolié: parce qu'on lui vole un bien qui lui appartient; parce qu'on le vole sur les tarifs qu'on lui impose au bénéfice des sociétés privées.



abilité politique de l'ajustement », Cahier de politique de l'OCDE n° 13, 1996).

Il est évident que pour le rédacteur de ce texte, la population n'est rien d'autre qu'un ensemble de pions qu'on manipule. Qu'un type ait pu seulement imaginer de pareille chose est proprement impensable.

Les privatisations qui sont en œuvre ou qui sont déjà réalisées en France – EDF, Air France, La Poste, etc. – ne sont rien d'autre que l'application de mesures dictées par des accords internationaux signés sur le dos et à l'insu des populations. Ces négociations se déroulent dans la plus totale opacité. L'opacité de ces négociations est accrue par la discrétion totale des

La casse du service public ferroviaire

FRANCE TÉLÉCOM, service public récent et lié à la révolution technologique de l'information, fut facilement privatisé : transformé en société anonyme, puis « ouverture du capital ».

Le ferroviaire, lui, est lié à la révolution industrielle du XIXe siècle, et donc à l'essor du capitalisme. Mais il est aussi devenu au XXe siècle – symboliquement avec la création de la SNCF en 1937 – un bastion du monde ouvrier (communauté solidaire, système de sécurité sociale intégré à l'entreprise, valeurs de service public, etc.). Il a donc fallu vider la SNCF petit à petit depuis la fin des années 80, selon un double mouvement : un siphonage de l'intérieur (en externalisant, filialisant, privatisant des bouts d'activité) et une désintégration du système en différents morceaux.

EDF, GDF ou La Poste ont eu des parcours hybrides, selon leur histoire propre.

Pour la SNCF, rappelons d'abord qu'elle construit dans les années 80 et 90 le premier groupe français de transport... routier (fret avec GEODIS, voyageurs avec KEOLIS, qui décident aujourd'hui de la politique de Fret SNCF ou du TER). Les services liés à la distribution ou au marketing qui ont aussi été filialisés (le site Voyages-sncf.com, ou bien la gestion des clients réguliers par CRM Services). Enfin, avec les filiales internationales (Eurostar, Thalys, Lyria, Artesia), ou nationales (ID-TGV), la SNCF a créé sa propre concurrence.

Ensuite, le système ferroviaire a été séparé entre la gestion des infrastructures et les activités de transport (voyageurs ou

marchandises) qui s'y exercent. Pensée à la fin des années 80 (la directive européenne donnant le top départ date de 1991), elle a commencé avec la création de RFF (Réseau ferré de France) en 1997, à qui l'infrastructure a été remise en pleine propriété (alors qu'avant, la SNCF gérait un domaine public).

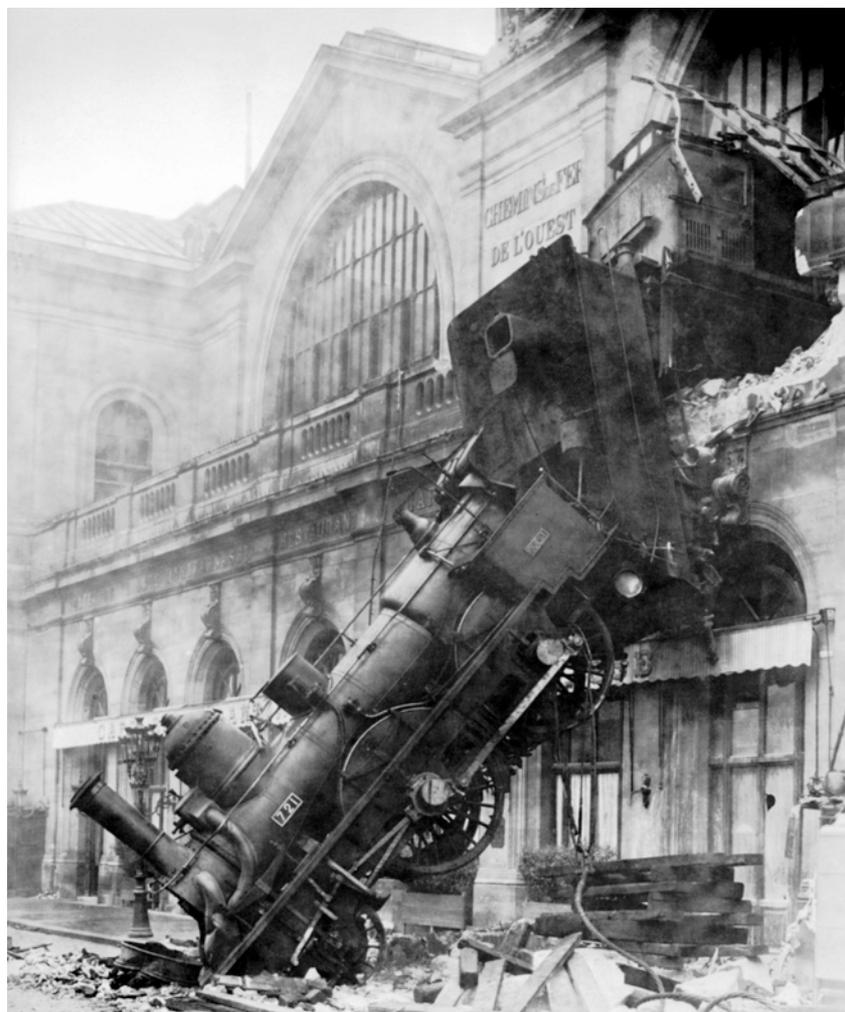
Et aujourd'hui, on dépèce les différentes missions de l'Infrastructure. La gestion des circulations a été isolée dans une structure indépendante au sein de la SNCF : réalité juridique intenable dont on

vés dans une entité qui échappe au contrôle des sociétés publiques. Enfin, des dispositifs légaux variés banalisent les autres missions concourant à la maintenance du réseau, pour les rendre concurrentiels.

Tout ceci se traduit par un système dont on multiplie les interfaces entre sociétés aux logiques différentes mais exclusivement économiques. On segmente, on démutualise, on rigidifie, et ça coûte aujourd'hui plus cher à la collectivité que du temps de la SNCF unique (constat fait par le Conseil supérieur du service public ferroviaire dès 2000).

Au niveau du travail, on ne demande plus un travail bien fait, mais un travail à la limite du contrat (il suffit d'avoir raison contractuellement, même si ça conduit à une situation absurde) et un travail rentable (il suffit que statistiquement, les dysfonctionnements coûtent moins cher que le bon fonctionnement). La dégradation des conditions de travail est donc liée à la dégradation du service pour les usagers – et même les « clients » (voir les collectifs de voyageurs des TGV Paris-Nantes ou Paris-Tours, qui se mettent à refuser les contrôles pour protester contre les retards croissants).

La casse du système et le dressage des usagers contre les salariés, faits au nom la supériorité de l'économie de marché sur le service public, montrent au contraire le coût social très supérieur, au seul bénéfice des mêmes : les actionnaires des grandes sociétés privées qui vivent de l'argent collectif (et qui sont de plus en plus les « 200 familles », comme au XIXe siècle).



voit qu'elle prépare l'externalisation ! L'ingénierie (la conception du système ferroviaire) est progressivement vidée de ses forces vives au profit d'une filiale créée au début des années 2000, initialement à 100 % SNCF mais aujourd'hui fusionnée avec la filiale RATP et des investisseurs pri-

rité de l'économie de marché sur le service public, montrent au contraire le coût social très supérieur, au seul bénéfice des mêmes : les actionnaires des grandes sociétés privées qui vivent de l'argent collectif (et qui sont de plus en plus les « 200 familles », comme au XIXe siècle).

Qu'est-ce que la Fédération anarchiste ?

La Fédération anarchiste est un groupement de militants politiques organisé selon les principes du libre fédéralisme (c'est-à-dire la libre association) garantissant aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre d'un pacte associatif que nous appelons nos « principes de base » (disponibles sur internet). C'est notre outil de lutte qui doit être fonctionnel et rationnel. Nous rejetons en effet tout fétichisme d'organisation.

Pas de hiérarchie, donc pas de chefs chez nous ! C'est à tous les militants et militantes qu'il appartient de faire progresser leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeants/exécutants, la participation effective des militants aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité.

Ces structures fédérales sont : l'hebdomadaire *Le Monde libertaire*, *Radio libertaire* (89,4 FM à Paris, mais aussi partout sur internet), la

librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris). En dehors de ces œuvres fédérales, les groupes ont aussi des locaux, souvent des librairies, éditent des revues, menant ainsi leur propre activité au niveau local.

Les buts de la FA

Nous sommes pour une révolution radicale et globale, à la fois économique, sociale et politique ; pour détruire la société fondée sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de consommation ; pour la suppression de toutes les formes d'exploitation, de hiérarchie, d'autorité. Cette phase de destruction est nécessaire et c'est sans doute pour ça que certains ne voient ou ne veulent voir les anarchistes que comme des partisans fanatiques du désordre. Mais qu'ils regardent alors autour d'eux et qu'ils nous expliquent comment faire pire ? L'ordre social actuel, c'est un combat dans lequel seuls les plus forts survivent.

Les anarchistes sont, au contraire, partisans d'une société organisée de manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les dictatures marxistes-léninistes. Il s'agit, dans le cadre d'une société libertaire, non

pas de gouverner les hommes, mais d'administrer les choses au profit de la société tout entière.

Nous voulons construire une société libre sans classes ni État, sans patrie ni frontières, avec comme objectifs : l'émancipation des individus ; l'égalité sociale, économique et politique, et donc notamment l'abolition des discriminations de sexe et de classe ; la liberté de création ; la justice ; l'éducation libertaire et permanente ; l'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs (autogestion) ; la démocratie directe ; une économie tournée vers la satisfaction des besoins ; l'abolition du salariat ; l'écologie ; la libre union des individus ou des populations ; la liberté d'expression ; la libre circulation des individus.

Voici en quelques lignes un aperçu de ce que veulent construire les militants et militantes de la Fédération anarchiste. Rendre possible l'édification d'un ordre social fondé sur l'entraide, la solidarité, le respect absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.

tous les jeudis

Le Monde libertaire

(pour savoir où : www.trouverlapresse.com)
dans le quartier Jules-Joffrin/Clignancourt :

Librairie l'Humeur vagabonde au 44, rue du Poteau, kiosque au 2, place Charles-Bernard (croisement rue du Poteau et rue Duhesme), kiosque au 58, boulevard Ornano (entre la rue du Roi d'Alger et la place Albert-Kahn), kiosque au 154bis, rue Ordener (croisement avec la rue Damrémont), kiosque au 58, rue Custine (croisement avec la rue Hermel).

tous les jours

Radio libertaire

La voix sans dieu, sans maître et sans publicité, de la Fédération anarchiste en Ile-de-France sur **89,4 MHz** et partout ailleurs sur Internet :

rl.federation-anarchiste.org

Retrouvez l'émission du groupe Louise-Michel : « Pas de Quartier », un mardi sur deux de 18 heures à 19 h 30.

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l'anarchisme sans jamais oser le demander se trouve à :

La librairie du Monde libertaire

145, rue Amelot, 75011 PARIS
Métro République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire